

BANQUE CENTRALE DU CONGO



Note de conjoncture économique au 26 juillet 2024

Juillet 2024

La présente note de conjoncture économique analyse l'environnement économique extérieur et le développement économique intérieur au cours de la période allant du 19 au 26 juillet 2024.

I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE EXTERIEUR

Le contexte économique mondial reste marqué par le maintien de la croissance, sur fond du ralentissement du rythme de désinflation, alimentant ainsi les incertitudes en matière de politique économique. D'après les dernières perspectives du FMI de juillet 2024, la croissance économique devrait s'établir à 3,2 % en 2024 et à 3,3 % en 2025. Cette dynamique devrait être principalement soutenue par les économies émergentes d'Asie. En ce qui concerne l'inflation, les prévisions font état d'un ralentissement à 5,9 % cette année, contre 6,7 % en 2023.

Cependant, certains risques à court terme se sont intensifiés. Il s'agit essentiellement des inquiétudes liées à un retour de l'inflation, notamment due à une désinflation jugée insuffisante dans le secteur des services, ainsi que des pressions sur les prix résultant d'une recrudescence des tensions commerciales ou géopolitiques. En effet, les risques d'une inflation persistante dans le secteur des services découlent de la fixation conjointe des salaires et des prix. La main-d'œuvre constituant une part significative des coûts dans ce secteur, une croissance plus forte des salaires nominaux, combinée à une productivité insuffisante, pourrait contraindre les entreprises à maintenir des hausses de prix. De même, l'aggravation des tensions commerciales risque d'amplifier les risques inflationnistes à court terme en entraînant une hausse du coût des biens importés tout au long de la chaîne d'approvisionnement.

Dans ce contexte, il est impératif que les banques centrales adoptent une approche prudente et envisagent un assouplissement progressif de leur politique monétaire lorsque les indicateurs de l'inflation signalent un retour durable à la stabilité des prix.

II. DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE INTERIEUR

Le maintien d'une orientation restrictive en matière de politique monétaire et budgétaire continue de jouer un rôle crucial en renforçant la stabilité macroéconomique récemment observée sur les principaux marchés.

2.1. Secteur réel

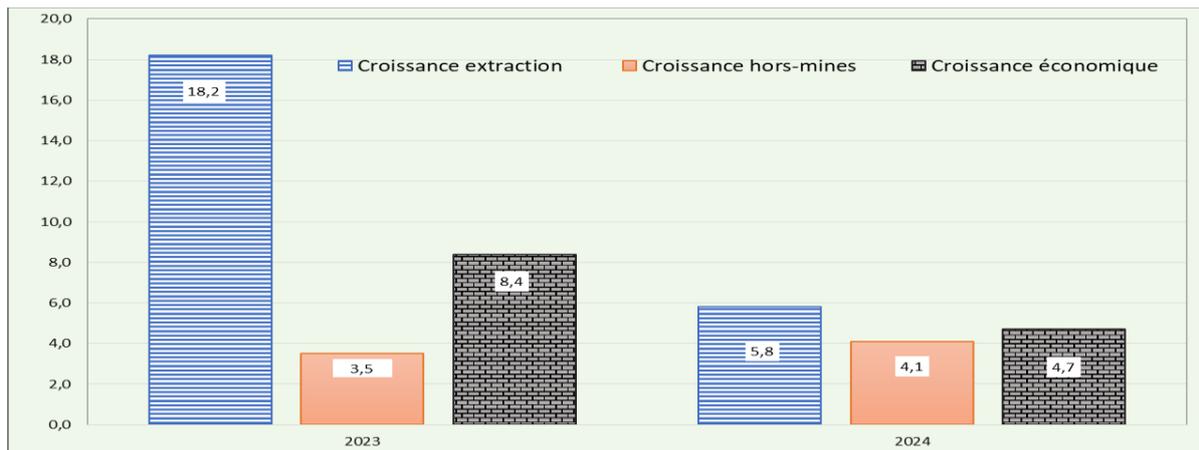
L'économie congolaise devrait rester sur le sentier d'une croissance soutenue et supérieure à la moyenne de l'Afrique Subsaharienne. En outre, le renforcement des mesures de stabilisation engagées depuis le mois de juillet 2023 devrait contribuer au ralentissement de l'inflation en 2024 par rapport à l'année précédente.

2.1.1. Activité économique

Les prévisions renseignent un taux de croissance de 4,7 % en 2024 contre 5,3 % prévue initialement.

Dans un contexte de ralentissement des prix intérieurs comparativement à l'année précédente, les activités non extractives seront soutenues notamment par la poursuite de la mise en œuvre des programmes du Gouvernement, notamment le PDL-145T, ainsi que la bonne tenue des industries manufacturières et du commerce.

Graphique 1. Évolution de la croissance du PIB réel (%)



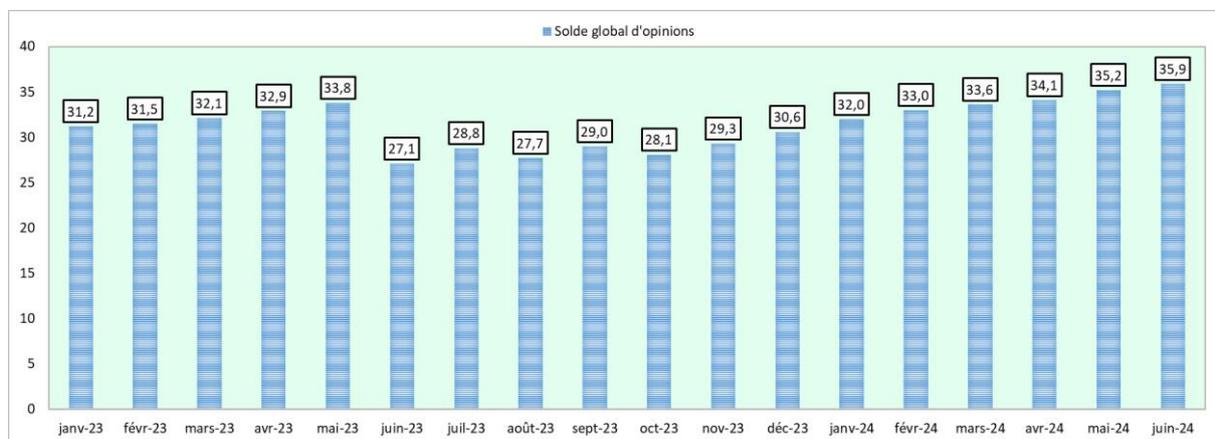
Source : Cadrage FMI.

2.1.2. Baromètre de conjoncture

Au mois de juin, les résultats de l'enquête d'opinions renseignent une consolidation de la confiance des chefs d'entreprises quant aux perspectives économiques de l'économie nationale. Cette consolidation s'est traduite par un solde global d'opinions établi à 35,9 % au mois de juin contre 35,2 % le mois précédent, en augmentation pour le neuvième mois consécutif amorcée depuis le mois de novembre 2023.

Cette évolution tient principalement de l'optimisme affiché par les chefs d'entreprises évoluant dans différentes branches d'activités, et principalement ceux de la branche « Extraction minière ».

Graphique 2. Évolution du solde global d'opinions de chefs d'entreprises (%)



Source : Banque Centrale du Congo.

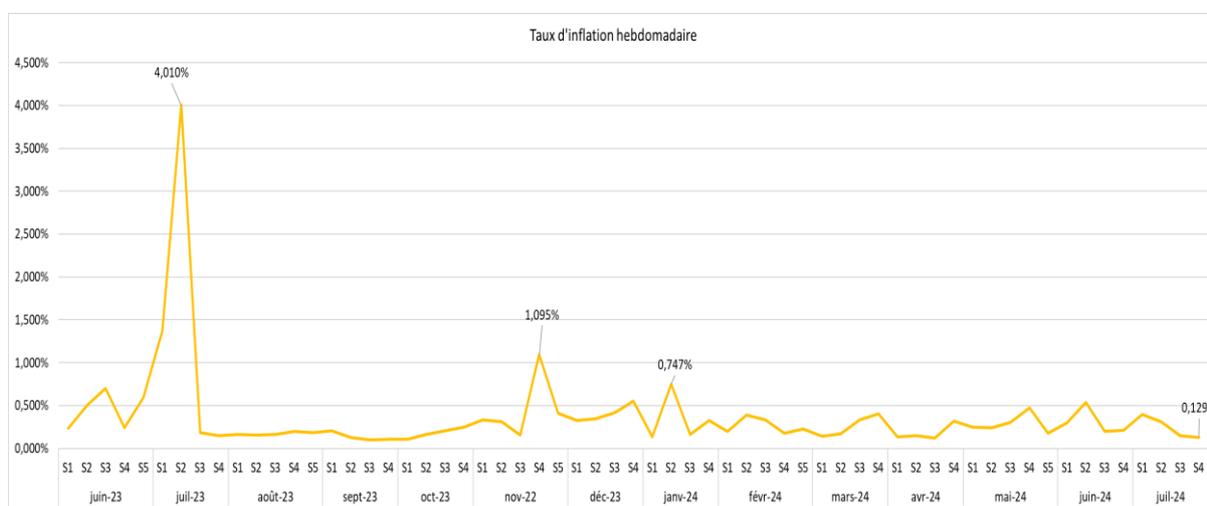
2.1.3. Marché des biens et services

Au 26 juillet 2024, l'inflation a ralenti pour la troisième semaine consécutive. En effet, au cours de la quatrième semaine de juillet 2024, le taux d'inflation hebdomadaire s'est établi à 0,13 % contre 0,15 % la semaine précédente, portant l'inflation cumulée à 8,45 %.

Ce ralentissement du rythme de formation des prix est expliqué principalement par les effets décalés de la baisse observée des prix mondiaux des produits agricoles au cours des premières semaines du mois de juillet 2024.

Les fonctions de consommation ayant contribué à l'inflation hebdomadaire sont notamment : « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées », dont la contribution à l'indice global est de 59,76 %, suivi de « Articles d'habillement et chaussures », « Loisirs et culture », « Biens et services divers », « Meubles, articles de ménage et entretien courant de la maison », et « Santé », lesquels ont enregistré des contributions respectives de 12,68 %, 5,68 %, 5,49 % et 4,94%, d'une semaine à l'autre.

Graphique 3. Évolution du taux d'inflation hebdomadaire 2023-2024



Source : Banque Centrale du Congo.

Aussi, il s'est observé un niveau moins élevé de l'inflation mensuelle au mois de juillet de la période sous analyse soit 1,0% rapporté à celle réalisée au mois de juillet 2023 et juin 2024 soient respectivement 5,8% et 1,2%. Cette situation est consécutive aux effets de la stabilité du marché de change observé et aux effets décalés recul des cours des produits agricoles depuis le mois de juin dernier.

En glissement annuel, le taux d'inflation se situe à 15,23 % venant de 15,26 % la semaine précédente et 23,8 % à fin décembre 2023. En annualisé, il s'établit à 15,11 % contre une cible annuelle de 11,3 %.

2.2. Finances Publiques

Aux cours de sept premiers mois de l'exercice 2024, la gestion des finances publiques a été caractérisée par une mobilisation accrue des ressources publiques et ce, dans un contexte d'une politique budgétaire restrictive.

Outre l'effort de mobilisation des régies financières, sur fond du bon comportement des cours des matières premières sur les marchés internationaux (cuivre, cobalt et or) et de

l'application des mesures d'accompagnement de la loi de finances pour l'exercice 2024, le Gouvernement a également bénéficié des dons budgétaires évalués à 434,4 milliards de CDF contre 38,6 milliards à la période correspondante de 2023.

2.2.1. Exécution du PTR de l'Etat au mois de juillet 2024

Les statistiques, arrêtées au 26 juillet 2024, renseignent que l'exécution du plan de trésorerie de l'Etat s'est soldée par un excédent de 150,6 milliards de CDF contre celui programmé de 71,8 milliards pour le mois.

Une partie de cette marge de trésorerie a servi au remboursement des titres publics échus à hauteur de 97,3 milliards de CDF et ce, dans un contexte d'émission nette négative.

De même, le solde budgétaire intérieur a été excédentaire de 161,9 milliards de CDF contre celui programmé de 82,6 milliards.

Toutefois, l'encours des OPI en instance d'instruction à la BCC s'est chiffré à 295,8 milliards de CDF, constitués essentiellement des arriérés de salaires des agents et fonctionnaires de l'Etat.

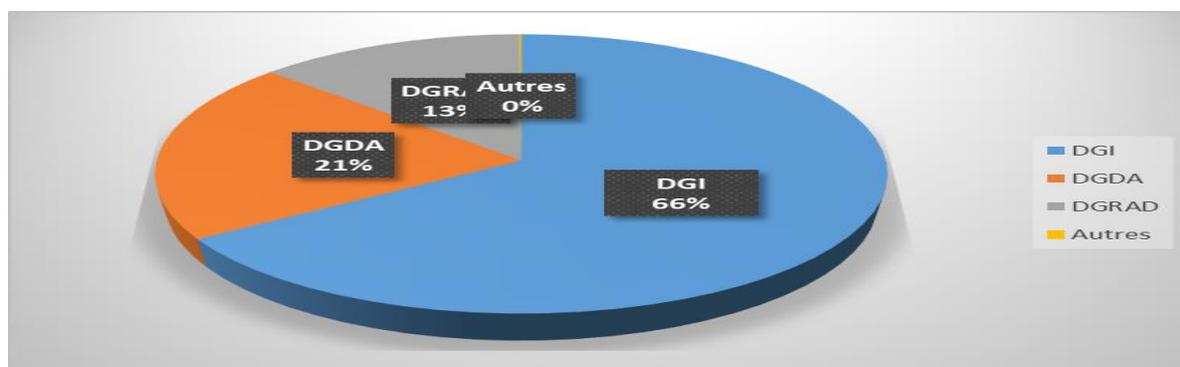
➤ Evolution mensuelle des recettes au 26 juillet 2024

Sur un montant programmé de 2.762,7 milliards de CDF, les ressources mobilisées se sont chiffrées à 2.088,2 milliards, enregistrant ainsi un taux de collecte de 75,6 %. Avec la comptabilisation définitive des rentrées de l'Etat en ce mois d'échéance fiscale avec le paiement du deuxième acompte provisionnel de l'impôt sur le bénéfice et profit (IBP), les assignations du mois de juillet pourraient être atteintes, voire dépassées.

Toutefois, à ce jour, les trois régies financières ont enregistré des moins-values par rapport à leurs prévisions. En effet, la DGI a mobilisé 1.378,3 milliards de CDF contre un montant prévisionnel de 1.839,0 milliards de CDF. La DGDA a collecté 438,7 milliards de CDF contre une programmation de 574,9 milliards. La DGRAD, quant à elle, a recouvré 271,0 milliards de CDF contre une prévision de 332,5 milliards.

Par ailleurs, la composition des ressources disponibles reste marquée par l'apport des impôts directs et indirects (66,0 %), suivie de la fiscalité douanière (21,0 %) et de la parafiscalité (13,0 %) tel que décrit dans le diagramme ci-dessous.

Graphique 4. Contribution des régies financières au 26 juillet 2024



Source : BCC sur base des données PTR du secteur public (DGTCP/Ministère des Finances).

➤ Evolution mensuelle des dépenses au 26 juillet 2024

Les dépenses publiques, intégrant l'amortissement de la dette, ont été exécutées à 72,0 % de leurs prévisions du mois, pour s'établir à 1.937,5 milliards de CDF.

A la période sous-revue, les décaissements restent dominés par les dépenses courantes chiffrées à 1.384,7 milliards de CDF contre des prévisions de 1.454,1 milliards, lesquelles ont concerné pour l'essentiel les salaires des agents et fonctionnaires de l'Etat (795,6 milliards de CDF), frais de fonctionnement des institutions et ministères (285,8 milliards) ainsi que des subventions (217,6 milliards).

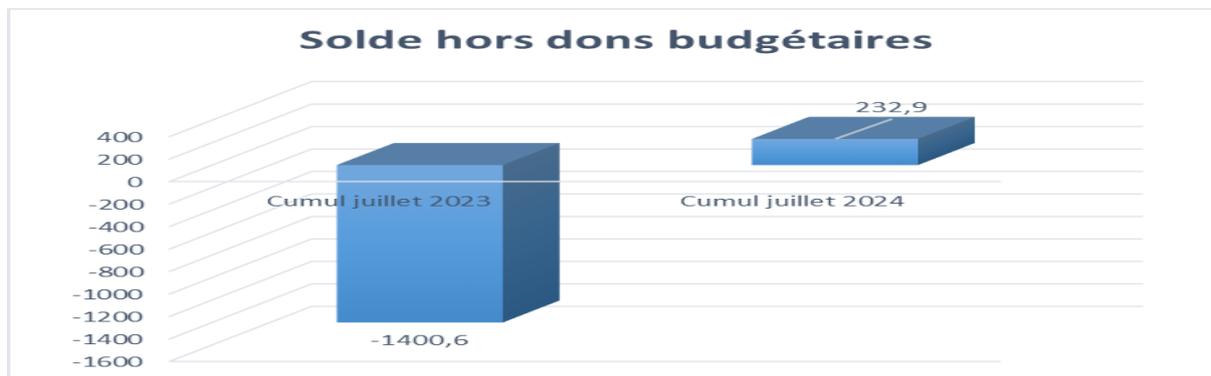
Les dépenses en capital se sont établies à 466,2 milliards de CDF, soit un taux d'exécution de 82,2 % par rapport au niveau programmé pour le mois.

2.2.2. Evolution comparée des opérations financières de l'Etat en juillet 2024 et 2023

Selon le plan de trésorerie du secteur public, la balance des opérations financières de l'Etat, en cumul annuel au 26 juillet 2024, affiche un excédent de trésorerie de 667,3 milliards de CDF contre un déficit de 1.362,0 milliards réalisé à fin juillet 2023.

Cependant, en excluant les dons budgétaires reçus de l'ordre de 434,4 milliards de CDF, le Trésor est excédentaire de 232,9 milliards de CDF contre un déficit de 1.400,6 milliards à la période correspondante de 2023 comme le montre le graphique ci-dessous.

Graphique 5. Evolution des soldes du Trésor hors dons budgétaires (en milliards de CDF)



Source : BCC, sur base du Plan de Trésorerie de l'Etat du Ministère des Finances (DGTCP).

Du côté des recettes publiques, il y a lieu de souligner qu'au cours de sept premiers mois de l'année 2024, elles ont atteint 15.040,1 milliards contre un montant prévisionnel de 13.342,6 milliards retenu dans le plan de trésorerie de l'Etat, enregistrant de ce fait un accroissement substantiel de 39,3 % par rapport aux ressources mobilisées à fin juillet 2023 de l'ordre de 10.799,2 milliards.

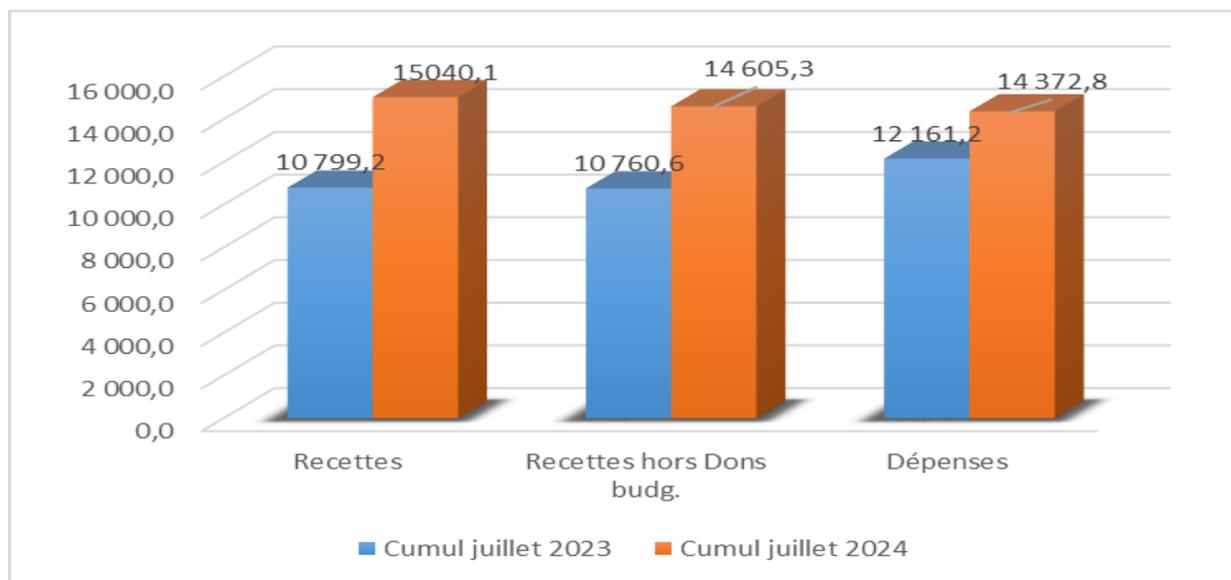
Hormis la DGDA qui a réalisé une moins-value de 7,9 %, la DGI et la DGDA ont enregistré des plus-values respectives de 12,4 % et 13,5 % par rapport à leurs assignations sur la période sous examen.

S'agissant des dépenses publiques, en cumul annuel, à fin juillet 2024, elles ont enregistré une légère surconsommation de 2,9 % par rapport au niveau programmé. Prévues à hauteur de 13.966,1 milliards de CDF, les décaissements se sont établis à 14.372,8 milliards, enregistrant ainsi un accroissement de 18,2 % rapport aux dépenses exécutées à fin juillet 2023 d'un import de 12.161,2 milliards.

Toutefois, les dépenses courantes ont enregistré une sous-consommation de 9,2 % pour s'établir à 8.968,8 milliards de CDF.

De même, les dépenses en capital ont inscrit une sous-consommation 2,5 % par rapport au niveau programmé. Prévues à hauteur de 1.561,4 milliards de CDF, ces dépenses se sont chiffrées à 1.521,7 milliards.

Graphique 6. Evolution des recettes et dépenses publiques (en milliards de CDF)



Source : BCC sur base des données PTR du secteur public (DTO/Min. Finances).

2.2.2. Situation des Bons et Obligations du Trésor

Les informations du marché intérieur des titres de la dette renseignent que le Trésor annonce l'ouverture d'une adjudication des Obligations du Trésor indexées, ce mardi 30 juillet 2024, à hauteur de 130,0 milliards de CDF avec un taux d'intérêt de 25% l'an pour une maturité de 1 an et 6 mois.

S'agissant des remboursements des titres échus, le Trésor a remboursé, au 26 juillet 2024, en cumul annuel, un import de 1.520,8 milliards de CDF comprenant les Bons du Trésor à hauteur de 999,9 milliards et des Obligations du Trésor de 520.9 milliards.

Par ailleurs, l'encours global des titres publics, au 24 juillet 2024, s'est établi à 1.893,19 milliards de CDF contre 1.887,1 milliards la semaine passée, du fait principalement des fluctuations des cours de change sur la partie des titres publics à rembourser en devises étrangères.

2.3. Secteur extérieur

Au cours de la semaine sous analyse, le secteur extérieur a été marqué par les faits ci-après : (i) relative stabilité du taux de change sur les deux compartiments du marché, (ii) léger recul des réserves internationales et (iii) baisse des prix des produits miniers intéressant l'économie congolaise.

2.3.1. Marché des changes et réserves internationales

Au 26 juillet 2024, le franc congolais a enregistré une dépréciation de 0,44 %, se négociant à 2.845,64 CDF pour un dollar américain sur le marché officiel. Au parallèle, le taux s'est établi à 2.855,32 CDF, reflétant une appréciation de 0,05 % par rapport à la semaine précédente. En cumul annuel, il s'observe une dépréciation du Franc congolais de 6,21 % et 5,91 % respectivement à l'indicatif et au parallèle.

Les réserves internationales se sont élevées à 5.989,28 millions de USD au 25 juillet 2024. Ce niveau correspond à 14 semaines d'importations des biens et services.

2.3.2. Évolution des cours des produits de base

Au 25 juillet 2024, le prix du pétrole s'est établi à 82,14 USD le baril, en baisse de 3,23 % en rythme hebdomadaire, à la suite des données économiques de la Chine, indiquant une baisse de la demande. En effet, les importations de pétrole brut de la Chine ont chuté de 11,0 % en juin par rapport à juin 2023, en raison de la crise immobilière en Chine et une demande de carburant plus faible que prévu de la part des raffineurs chinois indépendants. Rapproché à sa situation de décembre 2023, le prix du pétrole indique une hausse de 5,48 %.

Le prix du cuivre a reculé de 2,45 %, se situant 9.138,00 USD la tonne. S'agissant du cours du cobalt, il s'est établi à 26.146,00 USD la tonne, enregistrant une baisse hebdomadaire de 1,29 %.

Le cours l'or a fléchi de 2,41 %, pour se situer à 2.409,64 USD l'once.

Les prix du riz, du blé et maïs se sont accrus respectivement de 4,80 %, 1,37 % et 3,70 %, se situant à 330,02 USD, 198,38 USD et 154,18 USD, tirés notamment par une moisson décausée en Europe, un temps chaud et sec en mer Noire et au Canada. Rapproché à fin décembre 2023, ces cours renseignent des baisses respectives de 14,83 %, 13,14 % et 10,37 %.

2.3.3. Balance des biens

A fin juin 2024, le compte des biens affiche un excédent cumulé de 5.389,82 millions de USD contre un déficit de 330,31 millions réalisé en juin 2023. Rapproché au PIB, ce solde représente 7,6 % contre un déficit 0,5 % une année plus tôt.

2.4. Secteur Monétaire

Au cours de la période sous analyse, le secteur monétaire a été marqué par une injection de la liquidité à travers le bon BCC en dépit de l'élargissement de la fourchette d'appels d'offres. Cette situation est consécutive à la nécessité pour les banques de faire face à l'échéance fiscale du mois de juillet.

2.4.1. Marché monétaire

Au cours de la semaine sous étude, le guichet des prêts à court terme n'a enregistré aucune opération contre un volume de 25,0 milliards de CDF le mois précédent. Cette situation s'explique par le maintien d'un niveau élevé de la liquidité bancaire, avec le pic atteint au mois de mai. En cumul annuel au 26 juillet 2024, il affiche un volume d'opérations de 568,2 milliards.

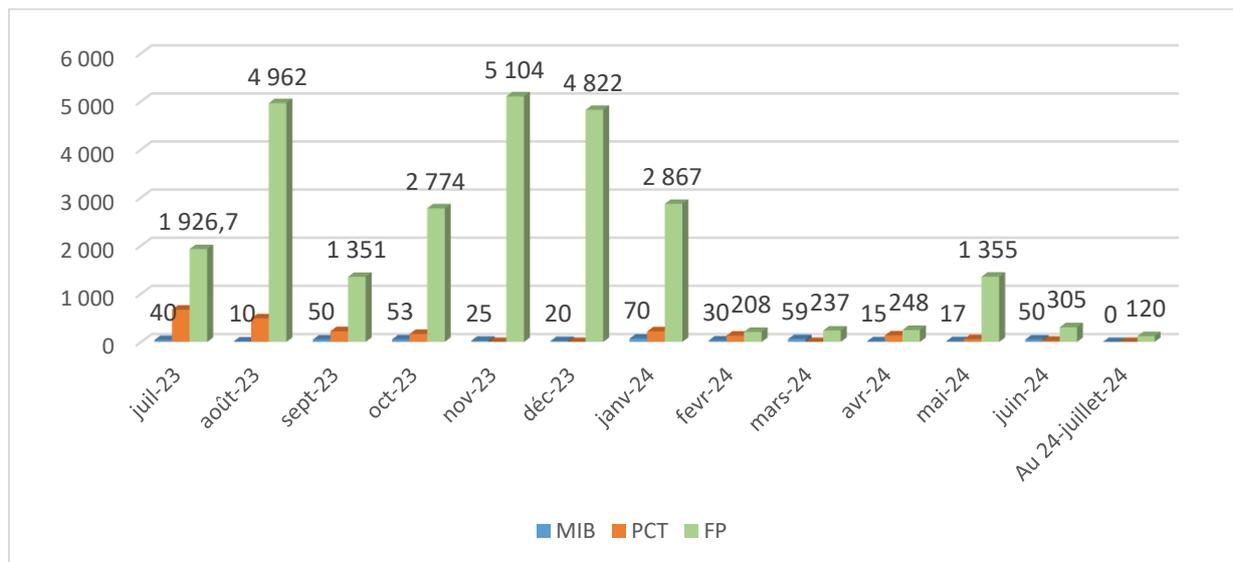
De même, aucune opération n'a été enregistrée sur le guichet des facilités permanentes durant la semaine. En cumul mensuel et annuel, il affiche des volumes respectifs de 120,0

milliards et de 5.340,0 milliards de CDF. L'année précédente, il s'est observé un volume d'opérations exceptionnel de 21.569,7 milliards.

Le marché interbancaire n'a pas enregistré d'opérations durant la semaine sous étude, contre un volume d'opérations de 50,0 milliards de CDF le mois précédent. En cumul annuel, au 26 juillet 2024, il se dégage un volume d'opérations de 241,0 milliards.

Les taux d'intérêt appliqués sur les différents guichets se sont situés entre 25,0 % sur le marché interbancaire et des prêts à court terme et 26,0 % sur celui des facilités permanentes.

Graphique 7. Évolution mensuelle du marché monétaire (En milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

2.4.2. Dynamisme de l'activité bancaire

A fin juin 2024, les dépôts de la clientèle, dans le bilan consolidé du secteur bancaire, se sont situés à 13.405,1 millions de USD, après une hausse mensuelle de 4,1 %. Par structure des monnaies, les dépôts en USD ont accusé une progression mensuelle de 5,3 % contre un recul de 7,0 % pour ceux en CDF. Il sied de signaler que les dépôts bancaires restent dominés par ceux en devises représentant 90,9 % du total des dépôts. Ceux en monnaies nationales ne représentent que 9,1 %.

En outre, la composition de dépôts a été principalement dominée par les dépôts des entreprises privées, des ménages et ceux des entreprises publiques qui ont représenté respectivement 34,2 % ; 32,6 % et 11,0 % du total, suivis de ceux des petites et moyennes entreprises, des ISBLM et de l'Administration publique. Quant à la répartition par provinces, les dépôts bancaires sont plus collectés dans la ville province de Kinshasa avec 66,74 % du total, suivis des provinces du Haut-Katanga, Lualaba, Nord Kivu, Sud-Kivu et Kongo Central qui représentent respectivement 20,16 %, 4,18 %, 2,87 %, 1,52 % et 1,55 %.

Pour rappel, en 2023, les dépôts de la clientèle se sont accrus de 4,0 % pour s'établir à 12.031,4 millions de USD à fin décembre 2023.

Par ailleurs, les crédits bruts affichent une croissance mensuelle de 5,5 %, s'établissant à 8.210,1 millions de USD contre un niveau de 7.782,3 millions à fin mai 2024. Cette situation résulte principalement des crédits octroyés aux entreprises privées, ménages et entreprises

publiques. Quant à la ventilation par monnaie, les crédits bancaires en USD affichent une croissance mensuelle de 6,6 % alors que ceux en monnaie nationale ont enregistré une baisse mensuelle de 0,1 %.

2.4.3. Les fourchettes d'appels d'offres du bon BCC

Il s'est observé une injection de la liquidité au cours de la semaine sous étude. En effet, la Banque Centrale a lancé un appel d'offres le 24 juillet 2024, situant les bornes supérieures des fourchettes à : 500,0 milliards de CDF sur le Bon BCC à 7 jours et 200 milliards sur le Bon BCC à 28 jours. Lors de la séance d'adjudication, les souscriptions reçues et retenues ont porté sur les deux maturités de 7 et 28 jours, à hauteur de 177,75 milliards de CDF et 15,0 milliards, respectivement.

Tableau 1. Résultats de la séance d'adjudication du mercredi 25 juillet 2024
(en milliards de CDF)

	Bornes supérieures des Fourchettes proposées	Soumissions Reçues	Soumissions Retenues
Bon BCC à 7 jours	500,0	177,75	177,75
Bon BCC à 28 jours	200,0	15	15
Bon BCC à 84 jours	-	-	-

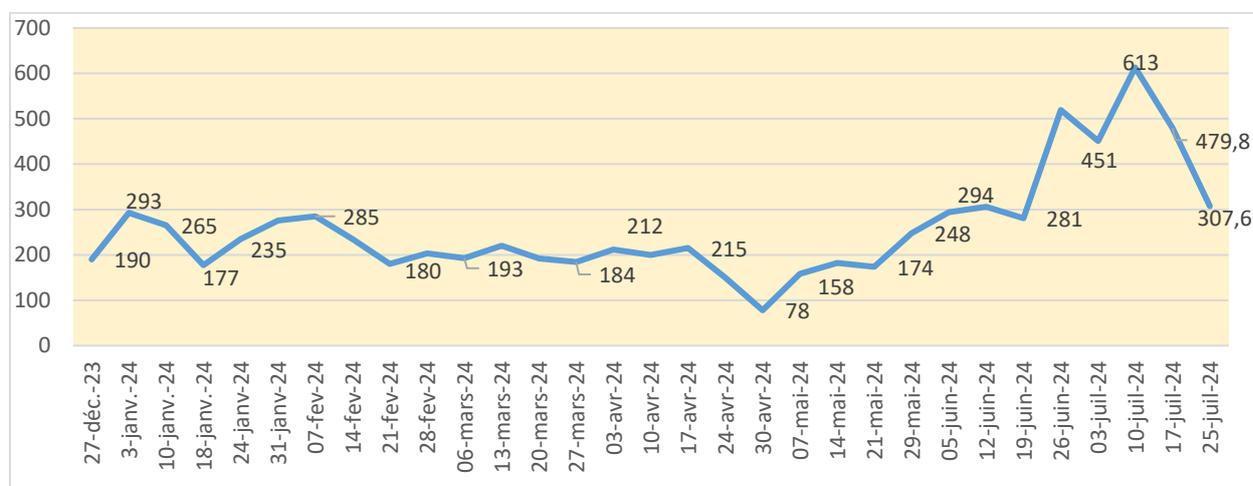
Source : Banque Centrale du Congo.

Ainsi, l'encours du Bon BCC s'est situé à 307,55 milliards de CDF contre 479,8 milliards à la semaine précédente, traduisant une injection hebdomadaire de la liquidité de 172,25 milliards.

Cet encours est réparti de la manière suivante : 177,75 milliards de CDF pour la maturité à 7 jours, 86,8 milliards pour celle à 28 jours et 43,0 milliards pour celle à 84 jours. Au 25 juillet 2024, les charges du Bon BCC ont atteint 35.835,3 millions de CDF.

Il convient de relever que n'eut-été l'action via le bon BCC qui a ponctionné 307,55 milliards de CDF, la liquidité en monnaie nationale aurait dépassé 950,0 milliards de CDF.

Graphique 8. Évolution de l'encours des Bons BCC (en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

ANNEXES

Tableau 1. Évolution du taux d'inflation (en %)

Mois et semaine	Inflation hebdo	Inflation cumulée	Inflation annualisée	Inflation mensuelle	Glissement annuel
juil-23				5,79	
I	1,38	11,61	23,55		19,02
II	4,01	16,08	31,91		23,48
III	0,18	16,30	31,09		23,43
IV	0,15	16,47	30,25		23,34
déc-23				1,65	
IV	0,55	23,75	23,75		23,75
janv-24				1,38	
I	0,13	0,13	7,25		23,70
II	0,75	0,88	25,66		22,97
III	0,16	1,05	19,79		22,23
IV	0,33	1,38	19,44		22,34
févr-24				1,33	
I	0,20	1,58	17,69		22,30
II	0,39	1,97	18,43		22,57
III	0,33	2,31	18,50		22,24
IV	0,18	2,49	17,36		21,75
V	0,23	2,73	16,82		21,70
mars-24				1,05	
I	0,14	2,87	15,87		21,54
II	0,17	3,05	15,25		21,29
III	0,33	3,39	15,53		21,32
IV	0,40	3,80	16,11		21,52
avr-24				0,72	
I	0,13	3,94	15,44		21,34
II	0,15	4,09	14,92		21,34
III	0,12	4,22	14,38		21,25
IV	0,32	4,55	14,59		21,17
mai-24				1,45	
I	0,25	4,81	14,54		21,21
II	0,24	5,07	14,48		21,26
III	0,30	5,38	14,60		21,38
IV	0,48	5,88	15,21		21,75
V	0,18	6,07	14,95		21,68
juin-24				1,25	
I	0,30	6,39	15,03		21,43
II	0,54	6,96	15,69		21,23
III	0,20	7,17	15,49		21,18
IV	0,21	7,39	15,34		20,72
juil-24				1,00	
I	0,40	7,82	15,61		19,56
II	0,31	8,16	15,68		15,30
III	0,15	8,32	15,40		15,26
IV	0,13	8,46	15,11		15,24

Source : INS

**Tableau 2. Baromètre de conjoncture de l'économie congolaise :
Solde d'opinions pondérées (en %)**

	2023						2024					
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin
Solde global	31,24	31,51	32,07	32,91	33,82	27,12	32,02	33,00	33,61	34,14	35,21	35,88
Industrie manufacturière	8,73	7,43	7,19	6,64	10,97	10,40	13,14	12,01	12,85	12,55	14,72	14,32
Electricité et Eau	22,88	25,73	25,77	27,29	23,98	22,79	26,47	24,97	22,54	19,11	21,22	25,22
Industrie extractive	36,59	36,71	38,36	39,02	39,09	30,36	34,30	35,42	36,78	37,79	38,55	38,89
Construction	21,69	19,22	25,22	26,89	28,72	30,15	40,38	41,65	42,14	40,64	41,03	43,40
Services	11,56	14,17	17,94	16,53	15,17	10,51	18,25	16,85	18,12	16,37	18,03	19,22

Source : BCC

**Tableau 3. Evolution du Plan de Trésorerie de l'Etat au 26 juillet 2024
(en milliards de CDF)**

	Réalizations 2023		Au 26 juillet 2024			Cumul au 26 juillet 2024			VARIATION 2024/2023	
	Mois de Juille	Cumul Juillet	Program.	Réal	Exéc. en %	Program.	Réal	Exéc. en %	Juillet	Cumul Juillet
Douanes et accises (DGDA)	426,7	2746,4	574,9	438,7	76,3	3520,3	3240,8	92,1	2,8	18,0
Impôts directs et indirects (DGI)	1395,8	6114,7	1839,0	1378,3	74,9	7556,5	8493,8	112,4	-1,3	38,9
Recettes non fiscales (DGRAD)	288,4	1702,2	332,5	271,0	81,5	1970,3	2236,6	113,5	-6,0	31,4
Pétroliers Producteurs	0,0	178,9	16,4	0,0	0,0	295,5	285,7	96,7	0,0	59,7
Dons et autres recettes	0,0	57,0	0,0	0,2	0,0	0,0	783,2		0,0	1273,2
Total revenus et dons	2111,0	10799,2	2762,7	2088,2	75,6	13342,6	15040,1	112,7	-1,1	39,3
Dépenses courantes	1481,4	8395,3	1454,1	1384,7	95,2	9877,9	8968,8	90,8	-6,5	6,8
Salaires	620,0	4123,6	674,3	795,6	118,0	5079,3	4929,4	97,0	28,3	19,5
Intérêt sur la dette	20,3	118,7	21,6	31,2	144,8	154,7	257,5	166,4	53,8	117,0
dont dette extérieure	0,2	36,2	0,1	0,2	113,1	47,6	72,5	152,3	0,0	100,1
Frais de fonct. Inst. et Min.	386,9	2547,8	541,0	285,8	52,8	2789,3	2111,9	75,7	-26,1	-17,1
Institutions Politiques	188,4	1057,3	224,6	106,9	47,6	1143,8	990,4	86,6	-43,2	-6,3
Ministères	198,5	1490,4	316,4	178,9	56,5	1645,4	1121,4	68,2	-9,9	-24,8
Dépenses en capital	552,0	1325,0	567,1	466,2	82,2	1561,4	1521,7	97,5	-15,5	14,8
Amortissement de la dette	13,3	179,8	10,6	11,1	104,6	218,6	236,8	108,3	-16,1	31,7
Autres dépenses	811,5	2261,2	659,1	75,5	11,5	2308,3	3645,5	157,9	-90,7	61,2
dont élections	488,9	728,8	0,0	0,0	0,0	200,0	127,2	63,6	0,0	-82,5
Total dépenses (+amort. dette)	2858,2	12161,2	2690,9	1937,5	72,0	13966,1	14372,8	102,9	-32,2	18,2
Solde de trésorerie	-747,2	-1362,0	71,8	150,6	209,7	-623,5	667,3	-107,0	-120,2	-149,0

Source : BCC, sur base du Plan de Trésorerie de l'Etat du Ministère des Finances (DGTCP).

Tableau 4. Evolution de l'encours des titres publics au 24 juillet 2024
(en milliards de CDF, sauf indication contraire)

	Maturité	Total par maturité	Devise	Encours
Bons du Trésor indexé	3 mois		CDF	270 613 000 000,00
	6 mois	270 613 000 000,00		
Bons du Trésor USD	3 mois	22 000 000,00	USD	223 843 000,00
	6 mois	201 843 000,00		
Obligations du Trésor Indexée	15 mois	43 000 000 000,00	CDF	226 005 000 000,00
	18 mois	10 005 000 000,00		
	2 ans	120 500 000 000,00		
	4 ans	52 500 000 000,00		
Obligations du Trésor USD	15 mois	241 946 000,00	USD	266 946 000,00
	2 ans	25 000 000,00		
Total encours en milliards de CDF				1 893,19

Source : Banque Centrale du Congo (Direction des Opérations Bancaires et des Marchés).

Tableau 5. Évolution comparative de la balance des biens 2023-2024
(en millions de USD)

	Cumul juin 2023	Cumul juin 2024	Variation (%)
Exportations	13 871,85	19 238,73	38,69
Importations	14 202,16	13 848,91	-2,49
Solde	-330,31	5 389,82	-1 731,75

Source : Banque Centrale du Congo (BCC)

Tableau 6. Évolution du taux de change à Kinshasa

	Taux de change CDF/1 USD				Var. en % fin décembre 2023				Ecart parallèle moyen- indicatif	
	Taux indicatif	Taux parallèle			Taux indicatif	Taux parallèle			en %	en CDF
		acheteur	vendeur	moyen		acheteur	vendeur	moyen		
29-déc.-23	2 668,95	2 670,00	2 703,33	2 686,67						
31-janv.-24	2 737,71	2 683,75	2 736,25	2 710,00	-2,51	-0,51	-1,20	-0,86	-1,01	-27,71
29-févr.-24	2 767,67	2 734,38	2 763,81	2 749,10	-3,57	-2,35	-2,19	-2,27	-0,67	-18,58
29-mars-24	2 784,10	2 793,13	2 813,75	2 803,44	-4,14	-4,41	-3,92	-4,17	0,69	19,34
30-avr.-24	2 781,84	2 780,00	2 805,00	2 792,50	-4,06	-3,96	-3,62	-3,79	0,38	10,66
31-mai-24	2 810,10	2 810,00	2 828,75	2 819,38	-5,02	-4,98	-4,43	-4,71	0,33	9,27
28-juin-24	2 840,64	2 845,00	2 873,75	2 859,38	-6,04	-6,15	-5,93	-6,04	0,66	18,74
5-juil.-24	2 845,10	2 849,38	2 881,88	2 865,63	-6,19	-6,30	-6,20	-6,25	0,72	20,53
12-juil.-24	2 840,47	2 866,25	2 886,88	2 876,57	-6,04	-6,85	-6,36	-6,60	1,27	36,10
19-juil.-24	2 833,25	2 849,38	2 864,38	2 856,88	-5,80	-6,30	-5,62	-5,96	0,83	23,63
22-juil.-24	2 845,26	2 864,38	2 878,75	2 871,57	-6,20	-6,79	-6,09	-6,44	0,92	26,31
23-juil.-24	2 840,32	2 848,75	2 863,75	2 856,25	-6,03	-6,27	-5,60	-5,94	0,56	15,93
24-juil.-24	2 840,45	2 845,00	2 860,63	2 852,82	-6,04	-6,15	-5,50	-5,82	0,44	12,37
25-juil.-24	2 845,57	2 845,63	2 861,25	2 853,44	-6,21	-6,17	-5,52	-5,84	0,28	7,87
26-juil.-24	2 845,64	2 847,50	2 863,13	2 855,32	-6,21	-6,23	-5,58	-5,91	0,34	9,68
Varaiaion hebdomadaire au 26 juillet 2024					-0,44	0,07	0,04	0,05		

Source : Banque Centrale du Congo.

**Tableau 7. Synthèse de l'évolution de la base monétaire
(en milliards de CDF, sauf indications contraire)**

	déc-23	19-juil.-24	26-juil.-24	Var.hebdo
Actifs extérieurs nets	6 662,53	10 158,05	10 210,29	52,24
Actifs intérieurs nets	2 241,97	-542,23	-797,29	-255,06
Créances nettes sur l'Administration centrale	3 456,01	819,23	348,94	-470,29
Créances sur l'Administration centrale	4 027,57	4 027,57	4 027,57	0,00
Engagements envers l'Administration centrale	-571,56	-3 208,34	-3 678,63	-470,29
Base monétaire	8 904,50	9 615,82	9 413,01	-202,82
Circulation fiduciaire	4 831,99	5 101,64	5 151,11	49,47
Engagements envers les Autres Institutions de dépôts	4 053,21	4 454,09	4 201,80	-252,29
Avoirs des banques commerciales à la BCC	3 195,68	3 252,26	3 005,16	-247,09
Niveau notifié de la réserve obligatoire	2 454,70	2 355,15	2 355,15	0,00
Réserves nettes des banques commerciales	740,98	897,10	650,01	-247,09
** Niveau de la réserve obligatoire en monnaies étrangères	845,03	1 191,07	1 185,88	-5,20
R.O en ME (En millions USD)	0,32	0,42	0,42	0,00

Source : Banque Centrale du Congo.

**Tableau 8. Synthèse de l'évolution des passifs monétaires au sens large
(en milliards de CDF)**

	déc-23	19-juil.-24	26-juil.-24	Var.hebdo
Actifs extérieurs nets	20 890,85	27 641,38	27 693,63	52,24
Actifs intérieurs nets	15 339,57	14 789,07	14 786,30	-2,77
Autres postes nets	-7 401,51	-9 696,86	-9 229,34	467,52
Passifs monétaires au sens large	36 230,42	42 430,46	42 479,93	49,47
Numéraire hors Institutions de dépôts	4 527,58	4 751,29	4 800,76	49,47
Dépôts transférables	20 690,49	24 600,26	24 600,26	0,00
Autres dépôts	11 012,36	13 078,91	13 078,91	0,00
Titres autres qu'actions	0,00	0,00	0,00	0,00

Source : Banque Centrale du Congo.